

GRÈVE DE LA FAIM DES SYNDICALISTES DE L'ÉLECTRO-INDUSTRIE À AZAZGA

Les deux parties campent sur leurs positions

Entamée mercredi pour protester notamment contre le licenciement jugé abusif d'un cadre, la grève de la faim de huit membres du syndicat d'entreprise de l'Electro-Industrie d'Azazga, qui emploie 750 personnes, se poursuit. Jeudi, deuxième jour de grève, a vu déferler les autorités locales, un député et des syndicalistes pour des missions de bons offices. C'est à ce titre qu'un médiateur du P/APW de Tizi-Ouzou, accompagné des élus locaux, a tenté en vain de désamorcer le conflit opposant le syndicat à la direction.

Emmitouffés dans des couvertures à même le sol, les grévistes paraissent fatigués mais déterminés. Des trois revendications énumérées pour surseoir à leur action, à savoir «la réintégration du cadre licencié abusivement, la reconnaissance du droit syndical, la reconnaissance du statut de partenaire social au syndicat de l'entreprise», la pierre d'achoppement est l'exigence du rétablissement dans ses droits du travailleur licencié pour cumul de deux fautes de deuxième degré pour des raisons d'absence. Ce dont ne veut absolument pas entendre parler le P-dg qui qualifie la grève d'illégal argumentant qu'elle n'a pas été précédée d'un préavis, «délai qui aurait pu être consacré à

la recherche de solutions» Pour ce responsable qui a fait constater par huissier de justice l'occupation illégale des lieux, il existe des voies de recours si le cadre licencié s'estime lésé dans ses droits. Le P-dg se défend, par ailleurs, des accusations d'entrave au droit syndical, réaffirmant sa «disponibilité au dialogue» et son «respect de ce partenaire social», indiquant, au passage, qu'il a mis tous les moyens à la disposition des syndicalistes.

Martelant que cette décision n'a rien d'arbitraire car qualifiée par le conseil de discipline et arguant du souci de préserver l'entreprise qui a réalisé, selon lui, des bénéfices durant les cinq dernières années, il promet des solutions aux deux

autres problèmes soulevés par les travailleurs mais soutient mordicus qu'une annulation de la décision de licenciement équivaudrait à ouvrir les portes à l'anarchie. C'est une tout autre version des faits que tiennent les grévistes. Soutenant qu'il n'existe pas de préavis pour une grève de la faim, ils lancent un véritable SOS aux autorités compétentes.

Selon eux, ce qui est arrivé est la conséquence directe de l'échec du dialogue social au lendemain de leur plébiscite par les travailleurs et aussi de l'émergence d'une nouvelle vision régissant les rapports entre l'employeur et le partenaire social. Ainsi, et à les en croire, les raisons du licenciement de ce cadre «pressenti pour faire partie du comité de participation», sont ailleurs.

Les syndicalistes en veulent pour preuve la célérité et la gravité de la sanction, conséquence, selon eux, du bras de fer engagé par la direction de l'entreprise avec eux au lendemain de leur élection le 15 mars. Mettant en avant la bonne moralité et les compétences du cadre «licencié sans avoir auparavant reçu de questionnaire et

encore moins de mise en demeure», ils assimilent la décision à «une tentative de brouiller les pistes».

L'écasante majorité des 750 travailleurs de l'entreprise a manifesté mercredi matin entre 11h 30 et 12h sa solidarité avec les grévistes qui disent être mus par l'impérieuse volonté de préserver l'entreprise. Ce pourquoi, ils ont suggéré aux travailleurs une grève quotidienne d'une heure entre 11h et 12h. La réunion prévue aujourd'hui entre les grévistes de la faim et la direction, en présence de tous les partenaires sociaux, pour traiter des trois points de la déclaration, aura-t-elle raison de l'obstination des deux parties sur le sujet du licenciement, une sanction du 3^e degré qui n'aurait pas soulevé autant de remous si la commission de discipline avait opté pour la sanction de rétrogradation selon le syndicat ?

Au plan sanitaire, les grévistes, qui dorment sur des cartons, ont demandé une assistance médicale d'autant qu'ils comptent parmi eux un diabétique, un hypertendu et un ulcéreux. Nous y reviendrons.

S. Hammoum

BOUIRA

Les sages-femmes fêtent leur journée

«Si vous savez combien la sage-femme est heureuse en tenant dans ses bras un nouveau-né, combien elle souffre en voyant la mère éplorée en perdant son bébé et combien elle souffre en restant mobilisée pendant des heures et parfois des nuits au chevet d'une parturiente afin de l'assister dans ses ultimes instants pour donner la vie !» C'est en substance ce que nous a confié une sage-femme exerçant dans le secteur sanitaire de M'chedallah depuis 1984 : une sage-femme qui a déclaré avoir assisté bien des mères dans leur accouchement et avoir elle-même été un jour assistée pour donner naissance à ses enfants. Aujourd'hui, elle est grand-mère mais elle continue à faire ce métier qu'elle adore. Une déclaration fortement applaudie par l'assistance.

Pour sa part, le DSP lors de son intervention, après avoir félicité les présentes à l'occasion de la Journée internationale de la sage-femme, il leur a rendu hommage.

Il dira qu'elles ont contribué à la baisse de la

mortalité infantile au niveau de la wilaya de Bouira. En effet, d'après les chiffres communiqués par le DSP, il ressort que pour l'année 2007, sur un total de 13 086 naissances, il a été enregistré 217 décès, soit 16 décès pour 1 000 naissances. Une performance par rapport au taux national qui est de 28,78 décès pour 1 000 naissances. Par ailleurs, le DSP a insisté sur la formation continue de la sage-femme. Mercredi ont été programmées plusieurs communications d'éminents spécialistes portant sur «la promotion des nouvelles méthodes de contraception, en particulier l'injectable», «le programme national de dépistage du cancer du col de l'utérus» présentées par le Dr Hani, médecin-chef du Semp de Bouira, «les GRH et hémorragies du premier trimestre de la grossesse», par le Dr Hamed, spécialiste en gynécologie obstétrique, «la prévention des infections nosocomiales en maternité» par le Dr Hamadi, chef de la prévention à la DSP de Bouira, «le cancer du sein» et «déséquilibres et carences alimentaires chez la femme

enceinte et leurs conséquences», par le Dr Malki, président de l'AAPP de Bouira.

Cette journée a été marquée par des ateliers où ont été débattus les problèmes auxquels font face les sages-femmes, pour sortir avec des recommandations.

Rappelons également que dans la wilaya de Bouira avec cinq secteurs sanitaires qu'elle compte (M'chedallah, Sour-El-Ghozlane, Ain-Bessem et Lakhadaria) elles sont 127 sages-femmes à exercer dont 6 dans le secteur privé. Actuellement, 27 autres sages-femmes sont en formation au niveau de l'école paramédicale de Sour-El-Ghozlane. Le DSP lance un appel aux sages-femmes diplômées pour venir exercer à Bouira où des postes budgétaires sont disponibles.

A cet effet, il y a lieu de relever le problème posé par ces sages-femmes et qui concerne la surcharge des heures de travail, le cumul de fonctions et la vaccination des nouveaux-nés.

Y. Y.

TIARET

Clôture du stage des animateurs des centres de vacances

Pas moins de 45 jeunes des deux sexes, dans leur majorité des universitaires, sont entrés en stage de formation depuis le 3 mai dernier au niveau de l'auberge de jeunesse de Tiaret pour l'obtention du diplôme 1^{er} degré d'animateur de centres de vacances.

A priori, toutes les conditions permettant le bon déroulement de cette initiative étaient réunies par la direction de l'auberge de jeunes en mobilisant pour la circonstance, tous les moyens humains et matériels.

Aussi, à l'effet d'intéresser le plus grand nombre de jeunes à cette formation, les organisateurs ont procédé au préalable à une large campagne d'information par le biais d'affichage à travers l'ensemble des établissements de jeunesse de la wilaya, non sans impliquer la radio locale.

Encadré par une équipe de psychologues, sociologues, éducateurs spécialisés et autres cadres du secteur de la jeunesse et des sports, ce cycle de formation, qui devrait se poursuivre jusqu'au

10 mai, a porté aussi bien sur la théorie que sur la pratique avec au programme une multitude de thèmes liés à la pédagogie, la psychologie de l'enfant, la dynamique de groupe, le secourisme, la santé et l'hygiène ou, encore, l'animation culturelle sous toutes ses facettes.

Au volet pratique, les encadreurs ont inclus, entre autres, des sorties d'application au niveau de la piscine semi-olympique et du parc d'attractions et des loisirs. Visiblement satisfaits des connaissances et des orientations acquises

mais surtout de l'ambiance ayant prévalu tout le long du stage, ces mêmes stagiaires sont appelés à se mettre à l'épreuve pour valider leur diplôme lors de la saison estivale prochaine dans des camps de vacances pour pouvoir prétendre ensuite au deuxième degré.

A noter que cette initiative, qui devait être sanctionnée par la remise hier des diplômes, s'inscrit au titre de la stratégie globale de formation adoptée par le ministère de la Jeunesse et des Sports.

Mourad Benamer

ORAN

991 tonnes de pièces de rechange contrefaites depuis le début de l'année 2008

Parallèlement à la première édition du Salon du véhicule utilitaire et industriel de l'Ouest tenue à Oran du 4 au 9 mai au Palais des expositions et organisée par la Société maghrébine des expositions internationales, Somex international, mercredi fut largement débattu le problème relatif à la contrefaçon des pièces de rechange.

Une forme de sensibilisation à l'endroit des automobilistes. En cette occasion, l'on apprendra que durant les trois premiers mois de cette année, 991 tonnes de pièces de rechange importées contrefaites ont été saisies par la douane.

A ce titre, une enquête concernant principalement les produits d'importation sera

menée et où seront identifiés l'établissement importateur et le produit. Durant cette journée de sensibilisation, les intervenants feront remarquer que le pourcentage des pièces détachées importées est presque le même que celui au plan local. Prudence et rejet par rapport à ce trafic ont été hautement recommandés.

A. B.

INTOXICATION ALIMENTAIRE

À AÏN-TÉMOUCHENT ET AÏN-KIHEL

44 personnes admisses à l'hôpital

Après la vingtaine de personnes intoxiquées à Hammam-Bou-Hadjar le mois dernier après avoir consommé de la pâtisserie, ce week-end, c'est au chef-lieu de wilaya et à Aïn-Kihel que 44 personnes ont été admises à l'hôpital après avoir mangé des gâteaux provenant de deux pâtisseries.

Ce sont d'abord 23 personnes de la ville de Aïn-Kihel qui ont été évacuées à l'hôpital de Aïn-Témouchent puis 21 autres admises dans le même hôpital, toutes sont originaires du chef-lieu de wilaya. Selon les premiers éléments de l'enquête, toutes les personnes intoxiquées dont une grande majorité sont des enfants, ont consommé des gâteaux provenant des deux mêmes pâtisseries de Aïn-Témouchent. Un échantillon de ces gâteaux a été prélevé pour des analyses bactériologiques.

S. B.

RELIZANE / AFFAIRE DES TROIS MEMBRES

D'UNE FAMILLE ASSASSINÉS

L'auteur du crime arrêté

L'affaire des trois membres d'une même famille assassinés en fin de semaine, qui a secoué la région de la Mina, a été élucidée en l'espace de 24 heures par l'unité du Darak el watani, relevant du commandement du groupement de la wilaya de Relizane.

L'affaire remonte à la nuit de lundi à mardi où une mère de famille âgée de 26 ans et ses deux fillettes, âgées de 4 et 5 ans, ont été lâchement assassinées à l'arme blanche au lieu dit Sidi M'hamed Benaouda, à 21 km du chef-lieu de wilaya. L'auteur du crime, âgé de 19 ans, n'est autre que le beau-frère et oncle paternel des victimes. Au moment de son arrestation, il portait des traces de griffes sur son torse. Il était sous l'effet de la drogue, a-t-on appris auprès de la gendarmerie de la wilaya de Relizane.

A. Rahmane

AÏN FRAS / CÉLÉBRATION DU 8 MAI 1945 À MASCARA

Entre passé et présent

Pour la commémoration du 63^e anniversaire des massacres du 8 mai 1945, c'est la localité de Aïn Fras qui a été choisie.

Dans une ancienne ferme, l'on évoquera les souffrances endurées sous l'occupation française. Une guérite est encore là comme pour immortaliser ce qu'ont enduré les Algériens dans ce lieu qui fut un centre de torture. Les souffrances gravées dans les mémoires sont évoquées par des témoins, victimes de ce génocide qui ne dit pas son nom. La daïra de Aïn Fras aura aussi, à l'instar d'autres contrées, beaucoup souffert du terrorisme. Des mesures ont été prises pour réparer ce qui a détruit par les terroristes et les familles retournent progressivement chez elles à la faveur de l'aide à l'habitat rural.

Au lieu dit Athammia, elles sont encore 60 à être regroupées, dans cette localité isolée, à quelques kilomètres du chef-lieu de commune qui accuse un déficit en AEP, mais la situation semble rétablie. Un stade de proximité y a été réalisé pour égarer un peu le dour.

L'urgence aujourd'hui se situe au niveau du réseau des eaux usées. Les travaux de réparation ont été lancés ce 8 mai.

M. Meddeber